



PRÉFET DE MAYOTTE

**Direction de l' alimentation,
de l'agriculture et de la forêt
de Mayotte**

Secrétariat Général

Mamoudzou, le 02 août 2019

Décision portant subdélégation de signature aux agents de la DAAF

LE DIRECTEUR DE L'ALIMENTATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET DE MAYOTTE

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements;

Vu le décret du 10 juillet 2019 du Président de la République Française, portant nomination de M. Jean-françois COLOMBET en qualité de préfet de Mayotte, délégué du gouvernement ;

Vu l'arrêté du ministre de l'Agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt et du ministre des outre-mer, en date du 10 août 2018, portant nomination de M. Bertrand WYBRECHT, ingénieur général des eaux des ponts et des forêts en qualité de Directeur de l'Alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Mayotte,

Vu l'arrêté préfectoral n° 565/DAAF/2019 du 29 juillet 2019, portant délégation de signature à Monsieur Bertrand WYBRECHT, directeur de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Mayotte,

Vu l'arrêté préfectoral n° 567/DAAF/PDR 2019 du 29 juillet 2019, portant délégation de signature à Monsieur Bertrand WYBRECHT, directeur de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Mayotte, pour ce qui concerne la mise en œuvre du Programme de Développement Rural de Mayotte (PDR) ;

Vu la décision de subdélégation du directeur de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt en date du 19 décembre 2018 portant subdélégation aux chefs de services de la DAAF ;

DÉCIDE

Article 1^{er} : Dans le cadre des délégations de signature définies dans les arrêtés préfectoraux n° 565/DAAF/2019 du 29 juillet 2019 et n° 567/DAAF/PDR 2019 du 29 juillet 2019, délégation est consentie aux chefs de services désignés ci-après pour signer, dans la cadre de leurs attributions, les documents et actes mentionnés ci-dessous :

- **M. Philippe MEROT, chef du Service de l'Alimentation (SA) :**

- Les récépissés de dépôt des dossiers de demande d'autorisation d'activités et les demandes de compléments de dossier ;
- Les avis favorables sur projet;
- Les rappels réglementaires et les réponses aux demandes d'information ;
- Les transmissions des rapports d'inspection dans les différents domaines (sécurité sanitaire des aliments, santé et protection animale, santé des végétaux, ICPE), à l'exception des dossiers "sensibles" ;
- Les transmissions des alertes informatives ;
- Les autorisations d'importation des produits végétaux ;
- Les notifications de refus d'admission sur le territoire des produits d'origine végétale et animale ;
- Les notifications de consigne et de levée de consigne ;

ainsi que toutes correspondances relevant de la gestion courante des dossiers et de l'activité du service.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe MEROT, délégation est donnée pour ces matières à Madame Florine RASOLOFOARISON ; pour les autorisations d'importation de produits végétaux, la délégation consentie à Madame RASOLOFOARISON est permanente.

- **M. Bastien CHALAGIRAUD, chef du Service de l'Économie Agricole (SEA) :**

- régime d'aide et soutien aux agriculteurs : les correspondances relatives à la mise en œuvre du régime de déclarations de surface, à l'indemnité compensatoire de handicap naturel (ICHN), à l'instruction et à la constatation du service fait au titre des aides du FEADER, dans le cadre des mesures 1, 211, 212, 213, 231, 411, 421, 433, 5, 6, 9, 10, 16.1, 16.2 et 16.4, 19.2 et 19.3 à l'instruction des aides du POSEI, et autres mesures du PDR relevant du système intégré de gestion et de contrôle ((SIGC).
- les conventions ou arrêtés de moins de 200 000€ d'aides publiques au bénéfice de porteurs publics ou privés, en ce qui concerne les aides des mesures SIGC du PDR de Mayotte ;
- installation – cessation : les correspondances relatives à l'attribution des aides et la déchéance des droits à l'installation des jeunes agriculteurs.
- agriculteurs en difficulté, mesures conjoncturelles : les correspondances relatives aux aides aux agriculteurs en difficulté dans le cadre des mesures du type fonds d'allègement des charges AGRIDIFF.
- comité d'orientation stratégique et de développement agricole (COSDA) : toutes correspondances relatives au secrétariat du comité.
- tutelle CAPAM : toutes correspondances relatives à cette tutelle à l'exception de celles liées aux documents budgétaires et comptables.
- mise en œuvre de la conditionnalité des aides : toutes correspondances relatives à la coordination des contrôles ; les décisions et notifications relatives aux pénalités appliquées en cas de non-respect des règles de conditionnalité, à l'exception des cas de déchéance totale.

ainsi que toutes correspondances relevant de la gestion courante des dossiers et de l'activité du service.

En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Bastien CHALAGIRAUD, délégation est donnée pour ces matières à monsieur Charles STRUMAN.

- **M. Rémy FARCY, chef du Service Développement des Territoires Ruraux (SDTR) :**

- mission « forêt » : l'acceptation des devis de travaux en-deçà du seuil des marchés publics, les transmissions des procédures d'infraction au Parquet ;

- mission « foncier » : les avis sur les demandes de permis de construire, sur les demandes d'autorisation d'occupation temporaire, sur les documents d'urbanisme, les convocations aux réunions de la CDPENAF, la notification des arrêtés de composition de la CDPENAF ;
- soutien au développement rural : les rapports et correspondances relatifs à l'instruction et à la constatation du service fait dans le cadre des dispositifs d'aide HSIGC relevant du service : TO 431, 432, 711, 721, 741, 751, 761, 811, 821, 861 16.5.1, 19.2, 19.3

ainsi que toutes correspondances relevant de la gestion courante des dossiers et de l'activité du service.

En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Rémi FARCY, délégation est donnée pour ces matières à monsieur Soufiane BOUJDAI.

- **M. Dénamon Chidas DJESSOUHO adjoint au chef du Service Europe et Programmation (SEP) :**

- tous les courriers à destination des bénéficiaires faisant grief sur les aides FEADER, liés à la gestion et à l'instruction des dossiers déposés au titre des mesures hors Système intégré de gestion et de contrôle (SIGC), du PDR de Mayotte ;
- les actes relatifs aux décisions issues des avis du comité régional unique de programmation : notification des avis, décisions attributives ;
- les conventions ou arrêtés de moins de 200.000€ d'aide publique au bénéfice de porteurs publics ou privés, en ce qui concerne les aides des mesures hors SIGC du PDR de Mayotte ;
- les certificats de paiement et états de répartition des crédits ;
- les validations dans l'outil OSIRIS ;
- les descriptifs détaillés de mise en œuvre (DDMO) et autres documents relatifs à l'instrumentation de l'outil OSIRIS sur l'ensemble des mesures hors SIGC du Programme de Développement Rural de Mayotte (liste annexée à l'arrêté préfectoral N° 14625/DAAF/PDR du 1^{er} septembre 2016).
- l'instruction et la constatation du service fait au titre des aides du FEADER dans le cadre de la mesure 19-Leader et l'instruction de la mesure 20 ;
- les actes de supervision de l'administrateur IODA sur le périmètre de l'autorité de gestion pour la gestion des habilitations OSIRIS sur l'ensemble des mesures du PDR de Mayotte.

ainsi que toutes correspondances relevant de la gestion courante des dossiers et de l'activité du service.

- **Mme Nathalie de TURCKHEIM, chef du Service Formation et Développement (SFD) :**

- le suivi des effectifs, la gestion des ressources et moyens en personnels de l'EPNEFPA, les contrats de travail des personnels contractuels en CDI et CDD et leurs avenants, les avis sur demandes de mutation ;
- la gestion des ressources des établissements privés ;
- le contrôle des actes relatifs au contenu et à l'organisation de l'action éducative ;
- pour la formation professionnelle continue et l'apprentissage (FPCA), les habilitations à la mise en œuvre des UC et CCF des diplômés FPCA, la réduction de la durée de formation pour les stagiaires de la formation continue ; les dérogations aux conditions d'entrée en formation ;
- dans le cadre de la politique éducative, vie scolaire, développement durable et coopération internationale, les avis sur la mission de vie scolaire (dont voyages d'études), la mission d'animation, la mission d'insertion scolaire et sociale, le suivi de l'exploitation ;

ainsi que toutes correspondances relevant de la gestion courante des dossiers et de l'activité du service.

En cas d'absence ou d'empêchement de madame Nathalie de TURCKHEIM, délégation est donnée pour ces matières à monsieur Ali Mohamed BEN ALI.

- **M. Philippe EMERY, chef du Service d'Information Statistique et Économique (SISE) :**
les réponses aux demandes de données statistiques,

ainsi que toutes correspondances relevant de la gestion courante des dossiers et de l'activité du service.

Article 2 : la décision du directeur de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt en date du 19 décembre 2018 portant subdélégation aux chefs de service de la DAAF est abrogée;

Article 3 : les chefs de service de la DAAF sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs.

Le Directeur



Bertrand WYBRECHT